Jean Gadrey, 6 janvier 2019

Macron recalé à l'épreuve d'économie du Bac : parler de la « part des dépenses dans le PIB » est une ineptie !

blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/01/06/macron-recale-a-l-epreuve-d-economie-du-bac-parler-de-la-part-des-depenses-dans-le-pib-est-une-ineptie

Bon d'accord, d'autres commentateurs vont aussi être recalés à cette épreuve, mais raison de plus pour les recadrer, eux et leur président. Je cite ce dernier : « Nous dépensons en fonctionnement et en investissement pour notre sphère publique plus de la moitié de ce que nous produisons chaque année. ». Je ne sais pas si Macron énonce délibérément une « fake news » pour enfumer ceux qui l'écoutent, ou s'il y croit vraiment. Mais le système de formation et de déformation des élites est tel qu'on ne peut même pas exclure qu'on lui ait enseigné cette ânerie à l'ENA et qu'il la répète en boucle en même temps que ses petites phrases sur « le pognon de dingue ».

D'autres que moi ont fort bien relevé cette bourde, volontaire ou non. C'est par exemple le cas de Jean-Marie Harribey sur son blog, ou de Guillaume Duval sur sa page Facebook dans un post du 2 janvier. Une autre bonne critique date de 2011 dans Le Monde, sous le titre « Les dépenses publiques ne sont pas une part du PIB ». Je voudrais compléter un peu en utilisant des arguments encore plus simples, n'exigeant pas la moindre culture économique.

Je commencerai par le cas d'une entreprise de commerce de détail dont l'activité se limite à faire de l'achat pour revente, sans autre production interne (comme produire du pain, des plats…). Elle achète des biens (auprès de grossistes ou autres fournisseurs) pour les vendre à la clientèle, moyennant une marge commerciale (différence entre le montant des ventes et celui des achats aux grossistes) qui représente bon an mal an 25 % de son chiffre d'affaires (ses ventes). Ce chiffre est le « taux de marge commerciale » au sens de l'Insee. Jusqu'ici, on est au niveau des problèmes de certificat d'études primaires du bon vieux temps (le mien…). En réalité, dans les comptes « en vrai », c'est un peu plus compliqué à cause de la TVA, mais on peut en faire abstraction sans aucun inconvénient logique.

Pour coller au mieux à ma petite démonstration, un cran de plus est nécessaire. Il consiste à passer de cette marge commerciale (dite brute) à la « valeur ajoutée » de ce commerce. Il suffit pour cela de retrancher de la marge commerciale ce que le commerçant dépense en « consommations intermédiaires » (autres que les achats de biens pour revente) : payer l'électricité et le chauffage et divers frais de fonctionnement matériel, services informatiques, etc. On obtient alors pour ce commerce simple une valeur ajoutée qui représente non plus 25 % mais 15 % de son chiffre d'affaires (c'est le « taux de valeur ajoutée »). J'ai choisi des ordres de grandeurs réalistes bien que, dans les faits, les « taux de marge » et les « taux de valeur ajoutée » diffèrent beaucoup selon les types de commerce. Pour aller (beaucoup) plus loin techniquement, voir ce lien, ainsi que celui-ci. En résumé, quand ce commerçant vend 100 euros de marchandises qu'il a lui-même

achetées 75 euros, sa marge est de 25 euros, sa valeur ajoutée de 15 euros, et le total de ses dépenses (ses achats de marchandises plus ses autres consommations intermédiaires) est de 85 euros.

Dernière étape avant l'entrée en scène du cancre (ou de l'imposteur, c'est au choix) Macron. Qu'est-ce que le PIB, ce fétiche monétaire qui est censé mesurer en un seul chiffre agrégé la valeur de « ce que nous produisons chaque année » ? En simplifiant légèrement, c'est **la somme de toutes les valeurs ajoutées** produites par toutes les entreprises et tous les organismes privés ou publics dans la sphère de l'économie monétaire. La contribution au PIB (la « richesse économique nationale ») de notre commerce, c'est sa valeur ajoutée, comme pour toute autre organisation de la sphère monétaire, publique ou privée.

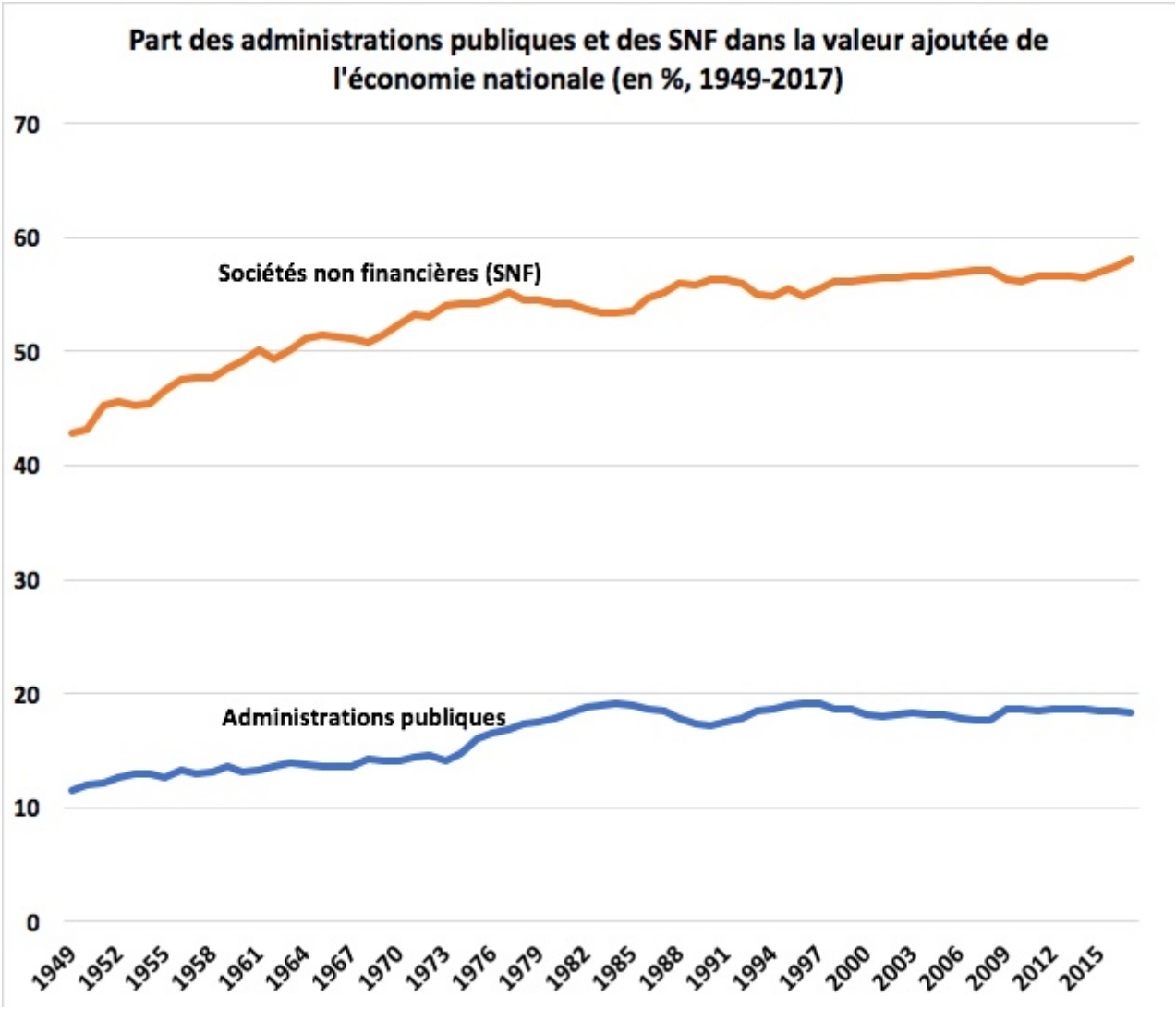
UNE DÉPENSE DE DINGUE

Supposons que dans ces conditions le consultant Emmanuel dise au commerçant : votre valeur ajoutée est de 15 quand vos ventes sont de 100 et vos dépenses totales de 85, c'est complètement fou mon ami ! Vous dépensez 85 euros quand votre contribution à la richesse nationale n'est que de 15 euros ! Vous dépensez 5,7 fois plus que vous ne produisez de richesses pour la France !!! C'est une dépense de dingue !!!

Tout le monde serait plié de rire, et pourtant c'est exactement ce que vient de déclarer Jupiter non pas à propos des dépenses d'un commerçant mais à propos des dépenses publiques, comme si ces dernières pouvaient se comparer directement à « ce que nous produisons chaque année », c'est-à-dire le PIB.

Si l'on veut estimer la part de l'État et des administrations publiques nationales ou locales dans le PIB, il faut au moins consulter les comptes nationaux, qui sont faits pour cela. Que nous disent-ils ? Que **la valeur ajoutée de l'ensemble des administrations publiques** (dont font partie l'enseignement, les hôpitaux publics, la justice, la police, les services publics locaux divers, etc.), c'est-à-dire leur contribution à « ce que nous produisons chaque année », est de 375 milliards d'euros en 2017 pour un PIB de 2292 milliards, soit **16,4 % du PIB** ! (source Insee, comptes de la Nation 2017).

Qui plus est, cette part n'a pas augmenté depuis le début des années 1980, contrairement à ce qu'on nous serine constamment. Ce qui a progressé est la part des « sociétés non financières » (disons les entreprises privées, hors entreprises individuelles). Voir le graphique suivant, que j'ai confectionné à partir de cette source Insee . Ici, les chiffres ne sont pas en % du PIB mais en % de la valeur ajoutée nationale, ce qui est proche (on ajoute la TVA et quelques « bricoles » à la valeur ajoutée nationale pour obtenir le PIB).



C'est quand même vrai que les dépenses publiques représentent 56,5 % du PIB, non ?

Oui, c'est vrai, mais c'est une comparaison trompeuse et faite pour tromper, en faisant croire, comme Macron le fait, que 56,5 % de la richesse nationale produite en un an « part » en dépenses publiques. Rendez-vous compte chers concitoyens, voire même concitoyennes, nous dépensons chaque année « dans la sphère publique » 56 % des richesses produites en France ! Cela semble en effet « un pognon de dingue », mais c'est faux. Tout aussi faux que de confondre, dans mon exemple du commerce, sa valeur ajoutée (richesse économique produite) et ses dépenses annuelles, qui sont 5,7 fois plus importantes.

La « sphère publique » représente en réalité depuis 35 ans 16 % à 18 % de la richesse économique annuelle produite, pas du tout 56,5 %.

Voici d'autres arguments pour bien enfoncer le clou. Les quatre énoncés suivants sont tous justes :

Les dépenses publiques (administrations publiques diverses, services publics, Sécu) équivalent à **56,5 % du PIB** en 2017.

Les dépenses de consommation finale des ménages en 2017 étaient de 1191 milliards, soit **52 % du PIB.**

Le chiffre d'affaires du commerce (détail + gros) était en 2015 de 1404 milliards, soit **64 % du PIB** de 2015.

Les dépenses de « consommation intermédiaire » des entreprises non financières en 2017 étaient de 1689 milliards, soit **74 % du PIB.**

Je pourrais multiplier les exemples. Dans tout ce qui précède, prendre le PIB, une somme de valeurs ajoutées, comme point de comparaison pour des montants (de dépenses, de chiffres d'affaires, de consommation, etc.) **qui n'ont rien à voir avec des valeurs ajoutées**, c'est introduire une grande confusion. C'est sans aucun doute l'objectif de certains, mais il faut le dénoncer. Macron dirait-il que les entreprises privées « dépensent 74 % de ce que nous produisons chaque année » ? Vous connaissez la réponse, et pourtant ce ne serait pas moins absurde que ce qu'il raconte sur les dépenses publiques.

Alors, quand même, que penser de ces dépenses publiques qui se montent à 56,5 % du PIB ? J'y ai consacré un autre billet, mais disons ceci : la grande majorité de ces dépenses se traduit soit en salaires du secteur public, soit en investissements publics, soit en retraites, prestations ou allocations diverses, et ces sommes « font tourner » l'économie via la demande, tout autant que la demande issue des revenus du travail dans le secteur privé, et beaucoup plus que les revenus financiers. Elles nourrissent quantitativement le circuit économique, donc le PIB. Et pour ce qui est de la qualité des résultats, j'ai tendance à penser que leur contribution au bien-être individuel et collectif, via l'éducation, la santé, la justice, la mobilité, la sécurité ou les infrastructures publiques, vaut largement celle des dépenses de consommation privée. Mais c'est un vrai débat de société.

Commentaire(s)

Maurice 08 fév 2020

Très intéressant, merci. Mais ôtez moi d'un doute, pour ce faire détaillez-nous le calcul de la VA pour les DP (sphère publique). Il me semble que VA de la DP = 275 milliards pour une dépense de l'ordre de 1200 milliards recèle qque chose de pas clair. Avec le contenu du détail des calculs je repartirai rassuré.

Signaler
habsb 28 juin 2019

réponse à Frédéric Eichel Il serait une grave erreur d'introduire un indicateur comme le BIB (bonheur brut), parce qu'à la différence du PIB, il n'est pas quantifiable de façon objective. Nous disposons d'un formidable dispositif, le marché, pour calculer automatiquement ce qui est soutenable et rentable et ce qui ne l'est pas. Les dépenses décidées par les acteurs de marché (qui doivent se soutenir par la valeur ajoutée gagnée avec), sont soutenables et rentables. Les dépenses décidées par un politicien qui estime que faire étudier à tous, par exemple, la musique de Johnny, incrémente le Bonheur National, ne sont pas soutenables et sont faites en pure perte, comme un luxe. L'URSS

s'est écroulée parce que les dépenses n'étaient pas décidées par les entrepreneurs, en vue des retours possibles en PIB, mais par des politiciens qui visaient le BIB. Personnes très éduquées et savantes, grands athlètes professionnels, cosmonautes, champions d'échecs, mais impossible de trouver un importateur de blue jeans ou un réparateur de voitures.

Signaler
Frédéric Eichel 25 jan 2019

Bonjour, Sur l'évolution depuis 1990 du partage de la valeur ajoutée entre capital et travail dans les plus grands pays de l'OCDE, j'ai lu l'étude suivante de la Direction Générale du Trésor, qui est très précise et rigoureuse : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/01/17/tresor-eco-n-234-l-evolution-de-la-part-du-travail-dans-la-valeur-ajoutee-dans-les-pays-avances

Signaler
Frédéric Eichel 22 jan 2019

Bonjour, J'ai creusé la question à partir des Comptes nationaux 2017 que vous citez, en particulier l'extrait du Tableau Economique d'Ensemble et du partage de la valeur ajoutée. Je renvoie les autres "commentateurs" à ces chiffres, qui répondent en grande partie à leurs questions, en partie sur le fait que la VA se répartit principalement entre l'excédent brut d'exploitation des entreprises (pour ainsi dire leurs bénéfices), la rémunération des salariés du privé et celle des fonctionnaires. En dehors du discours qui consiste à dire que les dépenses publiques sont toujours trop élevées et que vous contestez, le raisonnement et le calcul d'Emmanuel Macron sont exacts. En effet, il ne s'agit pas de comparer la VA des administrations publiques avec la VA des entreprises privées et avec le PIB, comme vous le faites, ni de parler de stock et de flux comme je l'ai écrit précédemment. Car comme les rémunérations des salariés du privé et les traitements des fonctionnaires sont une composante du PIB dans la comptabilité nationale, tous les prélèvements obligatoires qui sont assis dessus i.e. toutes les cotisations sociales prélevées sur les salaires, qu'elles soient à la charge des salariés ou des employeurs, et qui financent les 3 branches de la Sécurité sociale (retraites, maladie, famille) et les indemnités chômage, tous ces transferts sociaux que certains appellent dépenses publiques ont pour base le travail des Français et sont donc bien une part du PIB. La richesse produite dans les entreprises est reversée en partie sous forme de salaires, dont une partie est prélevée obligatoirement. De même, la TVA, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur les sociétés, la CSG sont une part du PIB qui finance les dépenses de l'Etat. La taxe d'habitation et la taxe foncière, qui sont basées sur des valeurs locatives de l'immobilier et qui financent majoritairement les collectivités territoriales sont à part. J'avoue que je ne savais pas auparavant que l'ensemble des revenus d'activité des ménages faisaient partie du PIB, et visiblement vous non plus... Ceci étant, je suis d'accord avec ce que vous écrivez à la fin de votre article sur le bien-être (car l'OCDE et l'INSEE ont développé de meilleurs indicateurs que le PIB) et sur le fait que le niveau des dépenses publiques de la France est un choix de société. Mais n'est-ce pas là l'un des enjeux du Grand Débat National ?

Signaler
Frédéric Eichel 21 jan 2019

Bonjour, Je m'exprime en tant que statisticien-économiste diplômé de l'ENSAE. Effectivement, comparer dépenses publiques et PIB, c'est comme comparer un stock avec un flux. On pourrait discuter du fait d'inclure le secteur public dans l'économie marchande soumise au calcul de la valeur ajoutée et du PIB, ce qui a été fait à l'époque par l'INSEE après moult discussions, et qu'il ne ferait peut-être plus aujourd'hui. Ce qui n'est pas faux cependant dans ces antiennes que vous reprochez à notre Président de la République, c'est que la TVA, qui représente la majorité des recettes de l'Etat pour financer les dépenses publiques, signifie taxe sur la valeur ajoutée, càd au niveau de l'ensemble de l'économie française, taxe sur le PIB. Au premier rang des impôts, l'Etat utilise bien un flux ou une marge pour financer un stock ou une dépense. Même s'il n'a pas reçu de bons cours d'économie à Sciences-Po et à l'ENA, vous ne pouvez pas honnêtement reprocher ce fait à Emmanuel Macron comme étant trop "libéral". La solution consiste, à mon avis, à abandonner l'indicateur "PIB" (et sa variation, la fameuse croissance) et à le remplacer par un indicateur du type BIB (Bonheur Intérieur Brut) ou "Better Life Index", que l'INSEE et l'OCDE calculent déjà, mais sans que le MINEFI ne les publie. La contribution plus qualitative que quantitative de services publics comme l'éducation, la santé et les transports serait mieux prise en compte de cette manière.

Signaler
hertéo7 16 jan 2019

Ne pas oublier la plus répandue des inepties: L'endettement de la France va passer la barre des 100% du PIB

Signaler
hertéo7 16 jan 2019

Une autre ineptie trop souvent entendue, qui mérite d'être citée en exemple : L'endettement de la France est de 100% du PIB

Signaler
Christophe V. 09 jan 2019

Eh bien, après 10 ans de lecture assidue d'AlterEco et de ce blog j'aurais pu dire la même ânerie que Manu ! Mais alors que pourrait-on ajouter aux dépenses publiques pour faire 100% ? Les dépenses privées ? De qui ? Des ménages ? Des entreprises ? Des deux ? .Et cette somme en € aurait-elle un rapport avec le PIB ? Le PIB n'est-il pas égal à la "CIB" (C pour consommation) ? Ne peut-on écrire que CIB = PIB-Exportations+ importations? Et dire que, à la louche, Exportations= importations en tendance, et que l'on a donc égalitéCIB= PIB ? c'est décidément une bête obscur ce PIB dont on mesure la fameuse sacro sainte croissance.

Signaler
DIDIER MERMIN 08 jan 2019

Le PIB, "somme de toutes les valeurs ajoutées" ? Pour moi, et sans doute pour beaucoup de monde, c'est une révélation. J'ai toujours cru qu'il était la somme des valeurs produites. La "nuance" est de taille. Je ne réalise l'erreur que maintenant. En effet, la

somme des valeurs produites devrait inclure les produits intermédiaires, (qui ont servi à en produire d'autres), de sorte qu'ils seraient comptés au moins deux fois. Comme ce serait trop compliqué de les éliminer du calcul, le mieux est de renoncer à cette somme-là, et de se contenter de la somme des VA : finalement, c'est elle qui élimine toute redondance dans les calculs. C'est bien la première fois que je trouve un peu de logique en économie ! :) Cordialement

Signaler
Raymond Zaharia 06 jan 2019

Merci Jean, d'avoir si clairement répondu à la question que j'ai posée à Guillaume sur sa page FB, il y a 2 ou 3 jours(*) ! Cela fait vraiment du bien de lire cela, sous une plume aussi autorisée que... la tienne ! Le discours "Jupi t'es rien..." vise sans aucun doute à enfumer... à noyer une colère légitime dans la docilité et la résignation que peut induire le sentiment de culpabilité, (celle que l'on peut éprouver sous le reproche de dépenser plus que ce que l'on gagne...) (*) Mon message FB du 2 janvier: "Salut Guillaume ! Est-il légitime de comparer les dépenses publiques au PIB ? (Comme "les dépenses des uns sont les revenus des autres"... est-il correct de comparer dépenses et valeur ajoutée ?)"

Signaler

Ajouter un commentaire

▼ CAPTCHA
Cette question sert à vérifier si vous êtes un visiteur humain ou non afin d'éviter les soumissions de pourriel (spam) automatisées.

Quelle est la capitale de la France ?